

Entretiens Enseignants Entreprises.

Les 25 août 2015 et 26 Aout 2015 site de polytechnique

Thème général :

Le travail demain ?

CR : par Zahia CHOUCOU et Marie-Noël MADEBENE-BASTERRA

SES - Académie de Clermont

Intervenants	Thèmes et problématiques : Le travail demain	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme en Sciences économiques et sociales
<p>Jacques BIOT directeur Polytechnique Xavier HUILLARD, pdt institut de l'Entreprise Thierry MANDON, Secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>Croissance peu créatrice d'emplois salariés. , cela implique plus de mobilité et de flexibilité La baisse du chômage dans les pays européens conduit à voir le marché du travail en France <i>comme structurellement déficient.</i></p>	<p>On retrouve ici l'idée d'un chômage qui va plus loin que le chômage conjoncturel, ne chômage structurel</p>	<p>Regards croisés TES 2.2 Quelles politiques pour l'emploi ? Notions de flexibilité –chômage _ qualification Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, <i>les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage</i></p>
	<p>Les métiers de la classe moyenne (qualifiés) vont se réduire : emploi de services à la personne vont se développer ou emplois très qualifiés. <u>2 voies possibles savoir travailler avec les machines ou savoir travailler avec les humains.</u> Problème du chômage des jeunes = la formation des jeunes est trop standardisée : industrialisation du « sur-mesure » Inscrire les jeunes dans un réseau professionnel : créer des réseaux dans les établissements 1/ la qualification protège du chômage : 2/ la formation continue concerne toute la société 3/ les métiers d'avenir : Taylor Cohen, France stratégie a préfiguré les emplois de demain (transformations de métiers, etc.) Le danger est dans cette idée même des métiers d'avenir comme les nouveaux emplois seraient liés à des nouveaux métiers, or en fait il faut concevoir les métiers d'avenir comme une transformation des emplois d'aujourd'hui L'autonomie des universités sera croissante car le lien entre emploi et territoire est de plus en plus fort. L'orientation ; demande croissante de poursuivre des études supérieures. Taux de réussite, et taux de chômage, développer les statistiques sur les débouchés de chacune des filières pour améliorer l'orientation.</p>	<p><u>Notions à connaître en sortant de l'école</u> : Comprendre le fonctionnement du marché d'une entreprise et les échanges de bases dans l'économie</p> <p>Lien à faire avec la qualification. La question de l'emploi de demain (« Diplôme : un passeport pour l'emploi ? »), doit permettre aux élèves de se projeter sur l'idée d'une transformation des emplois et une évolutions des métiers plutôt e que s'interroger sur les nouveaux métier. -On pourra insister sur les rôles des savoir être comme de vrais compétences qui permettront aux jeunes de s'insérer sur le marché du travail</p>	<p>EDE seconde : Thème2 Qui produit les richesses ? Thème 3 : Comment se forment les prix sur un marché ?</p> <p>EDE seconde « Diplôme : un passeport pour l'emploi ?</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques : Réformer le marché du travail : quelles mesures pour quels enjeux	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme en Sciences économiques et sociales
<p>P. CAHUC (Professeur d'économie, Ecole polytechnique) G.CETTE (Professeur d'économie, Université d'Aix Marseille) C.COUVERT (Présidente, CFE-CGC) J.F.PILLIARD (Vice-président du MEDEF)</p>	<p>« - Difficile d'établir un consensus sur ce que l'on doit faire le marché du travail malgré des accords sur les constats - Comment recréer les conditions de la confiance entre entreprise et salariés : changer le modèle du dialogue social ? »</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Passer à une codécision qui devrait permettre un lien entre lien entre performance éco et performance sociale. ➤ Investir sur le capital humain. <p>La réforme du marché du travail qui semble peu performant actuellement nécessite de s'interroger sur le statut classique du salariat il faut réformer le marché du travail car il n'est pas performant : Le taux d'emploi faible et taux de chômage élevé. « Notre capacité d'exécution est inversement proportionnelle à notre capacité intellectuelle » JF PILLIARD (MEDEF)</p> <p><i>5 champs de réformes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>L'éducation et la formation</i> : améliorer la prévision d'emplois. L'orientation professionnelle : passer par le monde de l'entreprise. ➤ <i>Simplifier la législation sociale</i> (quels sont les robinets que l'on supprime ? Le Medef veut privilégier l'accord d'entreprise et de branche) ➤ <i>Le coût du travail</i> : un allègement de charges mieux ciblé peut avoir des impacts sur l'emploi, réflexion sur les emplois très qualifiés ➤ <i>L'accord sur les maintiens de l'emploi ne</i> sont qu'un « quart » de réforme. ➤ Améliorer le retour à l'emploi. Au niveau de l'assurance chômage, il y a un gros déséquilibre entre ce qui est destiné à l'accompagnement (faible) et ce qui est destiné à l'indemnisation (important). 	<p>-On pourra mettre en relation idée de codécision avec la notion de flexibilité du marché du travail.</p> <p>- La notion de salariat pourra aussi être l'occasion de montrer les évolutions de ce statut et la nécessité de l'adapter au marché du travail</p> <p>-On pourra aussi reprendre la relation sur laquelle s'appuie cette nécessité de reformer et d'adapter le marché du travail se basant sur la baisse du taux d'emploi en France et le chômage de longue durée qui représente 40 % des chômeurs et qui révèle une inadéquation entre l'offre de travail et la demande de travail</p> <p>-Ce paradoxe entre : un nombre de demandeurs d'emploi élevé alors que certaines entreprises ne trouvent pas de candidats ayant certaines qualifications.</p> <p>- Le rôle de la formation pour lutter contre la composante structurelle du chômage</p> <p>-La relation cout du travail et productivité</p>	<p>Regards croisés TES</p> <p>2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi</p> <p><i>Coût salarial – conventions collectives – normes d'emploi – partenaires sociaux</i></p> <p>À partir de quelques exemples, on montrera que le taux de salaire dépend également du résultat de négociations salariales et de l'intervention de l'État.</p> <p>« les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage »</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques : Les emplois de demain seront-ils ce que l'on croit ?	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme en Sciences économiques et sociales
<p>P. CAHUC (Professeur d'économie, Ecole polytechnique) G.CETTE (Professeur d'économie, Université d'Aix Marseille) C.COUVERT (Présidente, CFE-CGC) J.F.PILLIARD (Vice-président du MEDEF)</p>	<p>➤ G. CETTE, <i>Réformer le marché du travail (avec Jacques Barthélémy)</i> : La Réforme le code du travail s'impose car ce dernier n'est ni efficace économiquement (car complexe) ni protecteur pour les salariés (taux de chômage élevé). Néanmoins simplifier le code du travail peut être dangereux car cela laisse des possibilités d'interprétation larges. Partenaires sociaux peuvent substituer des normes négociées aux normes du code du travail (limites : normes OIT et principes fondamentaux. En Allemagne des dispositifs permettant de réduire progressivement le temps de travail pour faire face à des situations difficiles permettent de sauver des emplois.</p>	<p>- Le rôle des normes d'emploi pourrait être au travers d'un débat autour de son efficacité, de sa protection réel pour les salariés. On pourra s'appuyer sur la notion de segmentation du marché du travail pour évoquer du code du travail - On pourra ainsi expliquer que les négociations collectives d'entreprise en France s'élargissent de fait à des négociations de branches ce qui peut être un frein supplémentaire à l'entrée sur le marché du travail et multiplie alors les normes d'emplois.</p>	<p>Regards croisés TES 2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi <i>Coût salarial – conventions collectives – normes d'emploi – partenaires sociaux</i> À partir de quelques exemples, on montrera que le taux de salaire dépend également du résultat de négociations salariales et de l'intervention de l'État. « les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage »</p>
	<p>➤ P. CAHUC Conception du marché du travail a évolué dans le bon sens. 1. <i>Maîtrise du travail au niveau des bas salaires</i> : - le salaire minimum est élevé (Mauvais instrument de redistribution.) - la négociation collective d'entreprise. Les négociations de branches sont quasiment étendues à toute la branche. Cela limite l'entrée de jeunes entreprises. En France problème de monopole des syndicats dans la négociation d'entreprise : logique différente en Allemagne où les salariés sont plus impliqués. 2 <i>Réallocation de la main d'œuvre</i> : Réforme de l'accueil des demandeurs d'emploi, Pôle emploi devrait s'appuyer sur des acteurs externes : un service public de l'emploi à rendre plus performant.</p>	<p>- On pourra ainsi expliquer que les négociations collectives d'entreprise en France s'élargissent de fait à des négociations de branches ce qui peut être un frein supplémentaire à l'entrée sur le marché du travail et multiplie alors les normes d'emplois. -On pourra insister sur la particularité des modalités de régulation de salaires en France par rapport aux autres pays d'Europe, et la place des syndicats dans la régulation des normes d'emplois.</p>	<p>1.1 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ? On analysera les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale : fiscalité, redistribution et protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations. On montrera que l'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte et qu'elle fait l'objet de débats quant à son efficacité : risques de désincitation et d'effets pervers..</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques : Les emplois de demain seront-ils ce que l'on croit ?	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme de SES
<p>Thierry FABRE Challenges</p> <p>J PISANI FERRY (France stratégie)</p>	<p>J. PISANI FERRY <i>Le problème de la productivité et du progrès technique impactent l'emploi indéniablement</i></p> <p>Facteurs démographiques, grandes mutations sectorielles (système de santé), facteurs macro éco influencent le marché du travail. Pour traiter la question « quels métiers en 2022 ? » il faut partir des constats : Quels sont les besoins ? Les facteurs démographiques influencent les besoins. Ainsi : Besoins liés aux systèmes de santé (structure de la consommation) Départ à la retraite : Prévisions : 800 000 recrutements/an seront liés aux départs à la retraite. - Incertitude de la croissance et les contraintes budgétaires</p>	<p>La relation productivité – emplois et le rôle du progrès technique sur la structure de l'emploi et de l'économie - La segmentation du marché du travail s'avère nouvelle ici puisque cette polarisation du marché du travail ne concerne pas seulement à l'avenir les non qualifiés mais aussi ce que l'on appelle les « qualifications intermédiaires » : un modèle qui devient menaçant et qui risque d'accroître les inégalités économiques et sociales.</p>	<p>2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ? <i>segmentation du marché du travail</i> <i>salaire minimum, contrat de travail, conventions collectives, partenaires sociaux,</i> « En se limitant à une présentation graphique simple et en insistant sur les déterminants de l'offre et de la demande, on expliquera l'analyse néo-classique du fonctionnement du marché du travail »</p>
	<p>De ce constat : les métiers de demain nous amènent à voir s'accroître - Polarisation du marché du travail. Dans les années 2000 : création d'emplois pour les 25% des salariés les moins qualifiés et les 25% les plus qualifiés. -Quel devenir de la classe moyenne ? Le progrès technique divise. C'est en effet les qualifications intermédiaires qui seront le plus touché par le progrès technique P. ARTUS Evolution de la structure : emplois intermédiaires diminuent. Les emplois peu qualifiés, de service aux consommateurs, progressent ainsi que les emplois haut de gamme. Bipolarisation du marché du travail. L'industrie ne représente plus que 13% des emplois aujourd'hui alors que la part des services progresse. Conséquence: la destruction des emplois intermédiaires détruit de la productivité. (productivité plus faible dans les services). Cela est inquiétant car les créations d'emploi vont dans les secteurs peu productifs - Professions qui vont se développer : technicien d'entretien, santé, éducation nationale. La structure des emplois vacants dans les entreprises : emplois scientifiques et dans la santé et à 70% des emplois de services aux consommateurs (peu sophistiqués). Ce modèle social est potentiellement dangereux. Les revenus réels diminuent Les emplois dans les nouvelles technologies : seulement 4% des emplois. (L'économie digitale : les robots sont complémentaires aux emplois les plus qualifiés) Problème au niveau de l'éducation : l'allongement de la durée des études n'est pas forcément un élément favorisant la croissance potentielle. <i>Le niveau de qualification des jeunes de plus en plus élevé va-t-il pouvoir déboucher sur des emplois de plus en plus qualifiés ?</i></p>	<p>On pourra ainsi expliquer en s'appuyant sur cette nouvelle structure des emplois, la formation de la structure sociale actuelle. Le rôle de la qualification dans l'emploi</p>	<p>Sociologie 1.1 Comment analyser la structure sociale ? <i>Inégalités économiques, inégalités sociales,</i> « On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif »</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques : Les emplois de demain seront-ils ce que l'on croit ? (suite)	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme de SES
	<p><i>L'économie collaborative</i> : énorme économie de capital (partage du capital. on peut produire plus de services avec moins de capital). L'entreprise traditionnelle n'est plus la seule à fournir du service. L'économie collaborative modifie la question du salariat. Les plateformes remettent en question la protection sociale basée sur le salariat.</p> <p><i>Economie collaborative</i> ; la demande du consommateur d'avoir un service de plus en plus personnalisé est inéluctable. Quels sont les métiers de demain ? Le mode du salariat d'aujourd'hui va évoluer. Il faut d'abord répondre aux demandes du marché.</p>	<p>Un nouveau lien social et un nouveau statut du travail qui va dans le sens d'allocation optimale des ressources qui pourrait s'accompagner d'un lien social nouveau entre une solidarité mécanique et organique. On pourra mettre ici en avant à partir de cette L'exemple de l'économie collaborative les liens sociaux qui motivent cette nouvelle organisation des échanges marchands voir non marchands ; un lien social nouveau entre une forme associative et une forme de complémentarité qui génère aussi des transformations au niveau du statut du salariat. (particulièrement intéressant comme le covoiturage</p>	<p>2.1 Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?</p> <p>Après avoir présenté l'évolution des formes de solidarité selon Durkheim, <i>on montrera que les liens nouveaux liés à la complémentarité des fonctions sociales n'ont pas fait pour autant disparaître ceux qui reposent sur le partage de croyances et de valeurs communes</i></p>

Intervenants	Thèmes et problématiques : Coût du Travail, productivité, CICE, Que nous disent vraiment les chiffres ?	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme SES
<p>Eric HEYER (Directeur du département d'analyse et prévision, OFCE) Jérôme BEDIER (Secrétaire général, Carrefour)</p>	<p>Depuis la fin des 90's, le coût salarial unitaire (rapport du coût de la main d'œuvre à la productivité) en Allemagne a énormément baissé (modération des salaires + hausse de la productivité). La France, quant à elle, suit l'évolution de la moyenne de l'UE (hausse environ de 2%). Mais la France n'a pas perdu en compétitivité par rapport à l'Allemagne car au niveau des prix à l'export la France a fait des efforts pour se rapprocher de l'Allemagne. En revanche, l'Allemagne a consenti un effort qui lui a permis de développer des investissements en R&D (compétitivité hors prix). Cela s'est traduit par une montée en gamme.</p> <p><u>Lien vers la Source Commission européenne : (voir graph page 20)</u> <u>http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2015/cr2015_france_fr.pdf</u></p> <p>La baisse des cotisations sociales en fonction des salaires (allègement les plus forts sur les bas salaires) a permis au gouvernement français de baisser le coût du travail. La solution de baisse de CS sur les bas salaires ? Cela est positif pour les emplois. Si on veut gagner en compétitivité dans l'industrie, il vaut mieux alléger les CS pour ceux qui gagnent entre 1 et 1,5 fois le SMIC (=majorité des emplois). <i>Le CICE n'est pas un choc d'offre pur (qui améliore l'offre sans affecter la demande).</i> C'est aussi une politique de demande négative (car augmentation de la TVA pour financer le CICE) ⇒ les ménages ont donc financé le CICE ⇒ c'est donc un choc d'offre financé par un choc négatif sur la demande.</p> <p>La baisse du prix du pétrole a permis par ailleurs aux entreprises de restaurer leurs marges. Dans les années 2013/14 les entreprises avaient des problèmes de baisse de la demande ce qui a limité leur production. Il y a donc sous-utilisation des capacités de production, cela a alimenté les baisses des prix et nourri la déflation. Quel impact du CICE sur l'emploi et les salaires ? 180 000 emplois.</p>	<p>- On pourra à travers l'exemple du CICE montrer en quoi consiste un choc d'offre -On peut aussi montrer aussi le rôle du choc de demande négatif qui liée à la fiscalité supplémentaire qui pèse pour financer le CICE. Ainsi un choc d'offre peut être annihilé par un choc de demande ce qui explique la faible croissance économique et l'impact faible sur l'emploi par certaines réformes structurelles</p> <p>-On pourra nuancer la relation cout du travail et salaire et bien le mettre en perspective avec la productivité : il s'agit donc du cout salarial unitaire dont il faut partir. -On pourra aussi montre l'effet d'aubaine que présente le CICE et donc voir ainsi les limites de cette politique</p>	<p>1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ? Déflation On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des <i>fluctuations (chocs d'offre et de demande, cycle du crédit)</i>, en insistant notamment sur les liens avec <i>la demande globale</i>.</p> <p>2.2 Quelles politiques pour l'emploi ? Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le <i>chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique</i>, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage. On soulignera que les politiques de l'emploi sont aussi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale. On se demandera en quoi ce lien entre travail et intégration sociale est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques : Le contrat Unique : Pour ou contre ?	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programmes de SES
<p>Francis KRAMARZ (Economiste, CREST)</p> <p>D PENNEL (Directeur Général Ciett)</p> <p>Laurent MORESTAIN (Secrétaire général groupe Randstad)</p>	<p>Le contrat unique est présenté comme un moyen de lutter contre la précarité. Ce contrat déplace la relation entre l'employeur et le salarié, il permet à l'assurer l'employé de, du moins de faciliter le parcours pour les personnes :</p> <ol style="list-style-type: none"> un compte licenciement existe alimenté dès que les individus sont licenciés ou quittent un emploi moins les gens sont formés et plus l'entreprise paye d'assurance chômage. Ceux qui licencient beaucoup payent plus que les autres. Le contrat unique permet d'assurer les salariés. <p>D PENNEL « Travailler pour soi »</p> <p>Tendance vers une individualisation du contrat de travail. Un contrat unique n'est pas possible. Près de 90% des embauches se font en CDD aujourd'hui. Il faut clarifier les conditions de rupture des CDI.</p> <p>La sécurisation des parcours : il faut déconnecter l'accès à la protection sociale et l'employeur.</p> <p>La multi-activité est une caractéristique majeure des emplois d'aujourd'hui. Il y a un cumul des emplois sur une même période.</p> <p>⇒ <i>L'accès à la protection sociale doit être différencié quel que soit le statut de la personne active (indépendant ou salariés) il faut aller vers un compte social universel.</i> Il faudrait se dégager de la notion de la durée du contrat de travail.</p> <p>Laurent MORESTAIN (Randstad)</p> <p>Il faut intégrer un droit à l'erreur dans les parcours professionnels : se former à de nouveaux métiers, avec des périodes de recherche d'emplois. Le droit à l'erreur pour l'entreprise qui recrute également. La vraie précarité : le CDD car il y a retour à Pôle emploi. L'entrepreneur doit avoir une facilité à licencier : rendre le marché plus fluide.</p> <p>Le contrat unique permet de répondre à deux exigences du marché du travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi et sécurisation des parcours de la personne - capacité donnée ainsi aux entreprises concernant les conditions d'indemnisation et la rupture du contrat <p>La branche du travail temporaire a mis en place le CDI intérimaire au niveau de la branche fin 2014. Aujourd'hui : 3 000 CDI.</p> <p>Formation des intérimaires (40 millions d'euros par an)</p> <p>Il existe un Fonds d'action sociale dans l'intérimaire qui garantit l'accès à la demande de logement, finance des permis de conduire, etc. C'est un filet de sécurité</p>	<p>Un apport nouveau sur la notion de contrat de travail que l'on pourra exploiter</p> <p>Le système d'assurance chômage met en exergue le défaut de toute relation à savoir l'aléa moral, on retrouve le défaut classique d'un système d'assurance (aléa moral et asymétrie)</p> <p>Le contrat unique met en avant l'idée qu'il faut déplacer la relation de l'employeur –employé ou le système d'assurance devient un frein à l'embauche et mettre en relation le l'employé avec son parcours professionnel. Ainsi le contrat unique fournit bien une assurance chômage : le contrat unique est présenté comme un système plus liée à l'employé et son parcours.</p> <p>Le contrat répond mieux à la diversité actuel du marché du travail (segmentation – multi activité des individus.) Il s'agit donc de déconnecter la sécurité sociale de l'employeur. Les salariés acquièrent des droits sur un compte professionnel (acompte de droit professionnel- formation indemnité etc..) qui se présente avec une portabilité quel que soit l'employeur. Ce compte professionnel lié ainsi à la personne lui permet de faire valoir ces droits et fournit une protection sociale et une flexibilité et sécurité</p>	<p>2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ? Salaire minimum, contrat de travail, conventions collectives, partenaires sociaux</p> <p>« En se limitant à une présentation graphique simple et en insistant sur les déterminants de l'offre et de la demande, on expliquera l'analyse néo-classique du fonctionnement du marché du travail. Pour rendre compte de la spécificité de la relation salariale, on montrera l'intérêt de relâcher les hypothèses du modèle de base en introduisant principalement les hypothèses d'hétérogénéité du facteur travail et d'asymétrie d'information. À partir de quelques exemples, on montrera que le taux de salaire dépend également du résultat de négociations salariales et de l'intervention de l'État.</p> <p>2.2 Quelles politiques pour l'emploi ? Flexibilité du marché du travail</p> <p>Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage.</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques Education- Formation – Insertion	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme de SES
<p>P. Bajou : Directeur général du groupe en charge de transformation, La poste) Isabelle Quainon, (Directrice de formation Veolia)</p>	<p>L'apprentissage ne profite pas assez au moins qualifié. L'éducation est confronté aux modifications économiques et nécessitent une transformation des métiers et une autre conception de la formation Le numérique traverse tous les corps de métiers et nécessite une adaptations des métiers (ainsi l'exemple des facteurs est pris pour illustrer la nécessité d'adapter et de proposer des formations nouvelles par le numérique pour revoir les métiers et répondre à le demande des clients). La formation continue est aussi ne enjeu clé pour s'adapter aux exigences du marché du travail. Le partenariat Education – formation et entreprise est indispensable pour lutter contre le problème de l'emploi et favoriser ainsi l'employabilité des diplômés qui passe un dialogue indispensable.</p>	<p>Qualification est ici abordée aux travers du diplôme, le diplôme étant aussi un outil de reconnaissance de compétence avant tout et surtout de savoir être dans le parcours individuel. La qualification aujourd'hui passe surtout et avant tout par des savoirs être auprès des entreprises ; insistant ainsi sur des savoir être communs : humilité- esprit d'entreprendre- respect. On pourra utiliser ces exigences du marché du travail au travers de notre enseignement au travers de toutes nos pratiques. Ainsi l'esprit de travail en équipe et projet peut favoriser l'acquisition de ces savoirs –être et 'nécessite une réforme dans nos pratiques pédagogiques</p>	<p>2.2 Quelles politiques pour l'emploi ? Flexibilité du marché du travail, qualification, Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, <i>les politiques de formation</i> et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage.</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques Le Numérique : producteurs de nouvelles inégalités ?	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme SES
<p>P.BONTEMPS (PDG Coriolis)</p> <p>Benoît THIEULIN (Directeur de Netscouade, Président du Conseil national du numérique)</p>	<p>Taux de pénétration mobile 1% en 1995 et 107% en 2015. Aujourd'hui, le défi c'est le plan Fibre.</p> <p>Benoît THIEULIN Le numérique est un outil qui transforme non seulement l'économie mais notre vie. <i>Il y a une redistribution des pouvoirs</i> grâce au numérique. Exemple : le crowdfunding via internet pour financer les entreprises. C'est la fin des intermédiaires (fin du monopole des banques). C'est une chance de transformer la société. Selon Jérémy Rifkin, il s'agit d'une « Troisième révolution industrielle ». Pour Thieulin, c'est plus important que cela. Ce serait identique à la création de l'imprimerie. <i>Car cela change le rapport au savoir.</i> <i>La révolution numérique porte-t-elle des inégalités ?</i> Y a -t-il une fracture numérique ? C'est la culture numérique qui fait par contre défaut. (problème d'acculturation, d'éducation). Or, aujourd'hui la culture numérique est indispensable dans nos actes quotidiens (exemple recherche d'emploi). - La nécessité de la formation au numérique de sorte l'utilisation du numérique ne devienne un outil d'aliénation : car en effet la capacité d'utilisation n'est pas loin de la capacité d'aliénation, l'utilisation du numérique sans en comprendre les enjeux qui se mettent derrière conduit à l'aliénation.</p>	<p>Le rôle du numérique : avec l'idée que le numérique est une opportunité de croissance plus que créateur d'inégalités. Le numérique est ainsi un investissement que l'on doit prendre en considération aussi bien dans l'entreprise qu'au niveau de l'ensemble des formations , il s'agit aussi d'un investissement en capital humain.</p> <p>- Le numérique constitue en soi un nouveau lien social et politique, il redistribue aussi les pouvoirs On peut ainsi parler même de désintermédiation par le numérique. Le numérique n'est donc pas simplement une révolution industrielle mais il change le rapport au savoir et au pouvoir. La révolution du numérique est ainsi associée au processus de destruction créatrice de Schumpeter La révolution du numérique pourra être utilisée pour illustrer le rôle du progrès technique</p>	<p>1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ? Investissement, progrès technique, croissance endogène, « On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le <i>progrès technique</i> et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes participe à l'entretien de la croissance. On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété. 2.2 Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ? (1ES) Capital social, sociabilité On montrera que <i>les réseaux sociaux constituent une forme spécifique de coordination entre acteurs et de sociabilité (réseaux internet, associations d'anciens élèves, etc.)</i>.</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques Les partenaires sociaux face à la lutte contre le chômage : Ont-ils vraiment tout essayé ?	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme SES
<p>P. ARTUS (Chef économiste chez Natixis) C PROST (Chef du département des études INSEE) A SAUBOT (Président de l'UIMM) S.LARDY (Secrétaire confédéral en charge du dossier assurance chômage, Force Ouvrière)</p>	<p>P. ARTUS : 5 voies</p> <ul style="list-style-type: none"> - Continuer à baisser le coût du travail non qualifié - Baisser le Smic et le remplacer par un revenu minimum d'activité - Réduire le rôle des juges dans les licenciements - Développer l'apprentissage et décentraliser les formations - Pôle Emploi doit davantage compter sur les partenaires privés <p>Aujourd'hui, les marges de négociation sur les salaires sont réduites dans les entreprises car la productivité est faible et l'inflation aussi, donc les salaires ne peuvent pas augmenter de plus de 0% à moins de toucher aux marges des entreprises. La déconnexion entre les offres et les demandes d'emploi résulte aussi d'un problème de qualification.</p> <p>C. PROST : Taux d'emploi des seniors (55 à 59 ans) est de 70% (augmentation depuis 1970 grâce aux femmes)</p> <p>Dualisation du marché du travail : 12% de CDD. Forte instabilité car des CDD qui deviennent de plus en plus courts ; les règles de l'indemnisation de l'assurance chômage favorisent cela.</p> <p>Salaires trop dynamiques qui ne s'adaptent pas à la baisse de la productivité.</p> <p>A . SAUBOT (UIMM) : Le chômage : les jeunes (accès), les vieux (pré-retraite), gens non qualifiés.</p> <p>LARDY (FO) -L'assurance chômage -Les accords sur les jeunes les moins qualifiés</p>	<p>L'approche de la composante structurelle du chômage est ici particulièrement soulignée au travers de la formation et des couts du travail.</p> <p>De même le système de redistribution est aussi évoqué e en lien avec l'étude du système d'assurance et de redistribution.</p>	<p>2 .2.Quelles politiques pour l'emploi ?</p> <p>Flexibilité du marché du travail, taux de chômage, taux d'emploi, qualification, demande anticipée, salariat, précarité,</p> <p>« on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage ».</p>

Intervenants	Thèmes et problématiques Politiques D'emploi : Les <i>success Stories</i>	Liens avec les notions du programme	Indications officielles du programme SES
<p>C. COSME (directeur de l'OIT pour la France) F. HOLDER administrateur, Holder SA E. LABAYE (membre du comité de direction mondial de McKinsey) E.WAERGON (Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle).</p>	<p>Les Danois ont réussi à réduire le chômage grâce aux facteurs suivants : Mobilité plus importante (différencier protection de la personne/protection de l'emploi/ Développer les formations et réduire la durée de l'allocation) Travail des jeunes et des seniors Adapter le coût du travail Améliorer le service public de l'emploi</p>	<p>Des exemples concrets de politiques d'emplois qui ont fait leur preuve : - L'exemple du Danemark avec la Flex sécurité - En Espagne et au Portugal des reformes structurelles concernant les conditions de licenciement (suppression de l'autorisation de licenciement) -L'idée des politiques d'emploi est dans la implication de la relation de contrat de travail tout en prenant en compte l'histoire culturel et social de chaque pays.</p>	<p>2 .2.Quelles politiques pour l'emploi ? Flexibilité du marché du travail, taux de chômage, taux d'emploi, qualification, demande anticipée, salariat, précarité, « on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage</p>

SES - Académie de Clermont-Ferrand